

JEAN-PAUL POISSON

**Introduction à l'étude statistique des dispositions testamentaires
en histoire contemporaine : méthode et premiers résultats
pour 1862-1864 et 1962-1964**

Journal de la société statistique de Paris, tome 114 (1973), p. 240-248

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1973__114__240_0

© Société de statistique de Paris, 1973, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

INTRODUCTION A L'ÉTUDE STATISTIQUE DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES EN HISTOIRE CONTEMPORAINE : MÉTHODE ET PREMIERS RÉSULTATS POUR 1862-1864 et 1962-1964

This paper shows how interesting is the study of testaments during XIX th and XXth centuries for knowing social and economic behaviour. We have analysed the testaments in a notary in the center of Paris.

In diesem Artikel wird versucht zu zeigen, welches Interesse das Studium der testamentarischen Verfügungen im XIX und XX. Jahrhundert für die Kenntnis der wirtschaftlichen und sozialen Realität darstellt. Man hat unter diesem Gesichtspunkt die Testamente die sich in einem Notariat im Stadtzentrum von Paris befinden, untersucht.

Se ha buscado en este artículo a demostrar el interés que presenta el examen de las disposiciones testamentarias en los siglos XIX y XX para el conocimiento de las realidades socio-económicas. Se ha examinado con este fin los testamentos depositados en una notaria del centro de Paris.

Les historiens des xvii^e et xviii^e siècles français, utilisant les minutes notariales déposées dans les archives publiques, ont entrepris l'étude de ce que pouvait révéler pour la connaissance des mentalités l'examen global des dispositions testamentaires (cf. notamment les travaux, encore en cours ou inédits, des professeurs Chaunu et Vovelle et de leurs équipes). Par contre il ne semble pas que la possibilité de telles études ait encore été aperçue par les spécialistes de l'histoire contemporaine et les sociologues ⁽¹⁾. Nous voudrions donc signaler aujourd'hui l'intérêt que présenterait, au même degré que l'examen des testaments aux xvii^e et xviii^e siècles, pour la connaissance de la réalité socio-économique des périodes plus récentes, une étude spécifique des dispositions testamentaires aux xix^e et xx^e siècles étant dès l'abord bien entendu que, en raison de la faiblesse des échantillons examinés, nous n'attacherons qu'une valeur provisoire aux conclusions atteintes, le présent article ayant pour nous surtout un intérêt méthodologique et démonstratif en vue de recherches plus étendues proposées à des chercheurs disposant de plus larges possibilités.

Nous procéderons à l'examen successif des testaments déposés dans un Office notarial du centre de Paris ⁽²⁾, d'abord en 1962-1964, ensuite en 1862-1864.

PÉRIODE 1962-1964

Rappelons que, pour être exécutés, les testaments olographes doivent faire, après le décès du testateur, l'objet d'un dépôt au rang des minutes d'un notaire, où se trouvent évidemment déjà depuis leur rédaction les testaments authentiques, lesquels sont d'ailleurs

1. Nous avons cependant tenté une première reconnaissance de ces problèmes dans ce Journal (cf. « Pour une étude statistique des actes de succession », n° de juillet septembre 1962 et « Pour une étude statistique des donations entre époux », n° d'octobre décembre 1966). Voir aussi notre « Introduction à une étude sociologique des dispositions testamentaires » in « La Vie judiciaire », juin-juillet 1972.

2. Il s'agit de l'office portant le numéro XLVIII dans la classification du Minutier central des notaires de Paris, aux Archives nationales.

actuellement très peu nombreux ⁽¹⁾; leur examen peut donc être fait dans les mêmes conditions que celui des autres actes habituellement notariés, qui ont fait l'objet de nombreux articles publiés ici même depuis 1951. Nous avons étudié les testaments déposés dans cet office notarial pendant la durée de 2 ans et demi écoulée du 1^{er} janvier 1962 au 30 juin 1964; la clientèle de cet office est d'un niveau social plus élevé que la moyenne, et une bonne connaissance des comportements testamentaires parisiens nécessitera donc entre autres des monographies complémentaires dans des Offices situés dans des quartiers divers et ayant des structures de clientèle différentes.

Nous avons voulu d'abord étudier quelle est la proportion des personnes faisant habituellement des testaments. A cet effet, nous avons relevé dans les répertoires des actes passés dans l'office pendant les 36 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 1962 au 31 décembre 1964 tous les testaments d'une part et tous les actes d'ouverture de succession (actes de notoriété et intitulés d'inventaire) d'autre part; nous avons éliminé d'un côté les testaments qui n'étaient que des modificatifs de dispositions antérieurs, et d'autre côté les intitulés d'inventaires qui faisaient double emploi avec des notoriétés ⁽²⁾ et les actes de notoriété ayant pour seul objet la dévolution de concessions funéraires (document demandé habituellement par la Conservation des cimetières), ainsi naturellement que ceux ayant un autre objet que successoral ⁽³⁾. Il est possible toutefois que quelques notoriétés ne correspondant pas à des ouvertures réelles de successions aient échappé à notre élimination; d'autre part il existe souvent un léger décalage dans le temps entre le dépôt du testament aux minutes du notaire et l'acte de notoriété ou intitulé d'inventaire; certaines notoriétés du début de 1962 peuvent donc correspondre à des testaments déposés fin 1961, mais ceci doit être pratiquement compensé par les dépôts faits fin 1964 pour des notoriétés qui ne seront établies qu'au début de 1965; enfin, comme aucune nécessité légale n'impose de régler une succession chez le notaire où est déposé le testament, il n'est pas impossible que certains testaments correspondent à des notoriétés qui seront établies dans d'autres offices et que quelques notoriétés correspondent à des testaments déposés ailleurs. Le pourcentage indiqué ci-après des dispositions testamentaires par rapport au nombre total des règlements de successions, pour sûrement très proche de la réalité qu'il soit, peut néanmoins être considéré comme seulement un ordre de grandeur; une mesure plus rigoureuse que celle à laquelle nous nous sommes livrés est d'ailleurs possible puisque, même sur le simple examen du répertoire, qui contient notamment les nom, prénoms, adresse, profession et date du décès, il est possible de rapprocher les testaments des actes de notoriété et inventaires, la plupart du temps de dates peu éloignées, et d'éliminer ces incertitudes. Sous la réserve de ces remarques, nous avons relevé du 1^{er} janvier 1962 au 31 décembre 1964, pour 233 ouvertures de successions, 93 testaments, soit environ 40 % (pour la période du 1^{er} janvier 1962 au 30 juin 1964, sur laquelle portera notre étude plus détaillée, nous avons relevé 79 testaments pour 197 ouvertures de successions, soit le même pourcentage). Ces 233 ouvertures de successions, outre 7 cas multiples (il s'agit, sauf dans un cas, de notoriétés établies après les décès successifs des deux conjoints), se répartissent à raison de 129 successions d'hommes et 97 successions de femmes (soit,

1. Il n'y en a qu'un sur 233 testaments dans l'échantillon étudié ici.

2. Il arrive qu'on juge utile de conforter la dévolution successorale indiquée dans un intitulé d'inventaire par un acte de notoriété. Signalons d'ailleurs que les inventaires sont en nombre faible; après l'élimination des quelques double emplois susvisés, il restait 15 intitulés d'inventaire sur un total de 233 actes introductifs à règlement de succession.

3. Les actes de notoriété ayant un objet autre que successoral sont le plus souvent ceux établis en vue d'une adoption ou pour redresser une erreur d'état civil.

sur les 226 successions en cause, 57,07 % de successions masculines et 42,93 % de successions féminines).

Nous n'avons pas retrouvé à leur rang chronologique dans les minutes de l'Étude tous les testaments figurant aux répertoires; en raison du caractère relativement récent des actes étudiés, certaines successions n'étaient pas encore entièrement réglées au moment de notre travail, ou l'étaient depuis peu; les clerks liquidateurs n'avaient pas encore expurgé leur dossier de travail des actes dévolutifs pour les faire rejoindre leur place définitive dans les archives de l'office; aussi n'avons-nous pu examiner que 59 testaments (sur les 79 recensés pour cette période). Il y avait 40 testaments d'hommes et 19 testaments de femmes (soit respectivement 67,79 % et 32,21 %).

Il est donc déjà possible de conclure que, à l'époque et dans l'office étudiés, la majorité des successions se réglaient sans dévolution testamentaire, et que cette donnée était encore plus nette pour les femmes que pour les hommes (1).

La situation matrimoniale des hommes décédés n'a pu être relevée dans le répertoire des actes d'ouverture de successions (2); par contre celle des femmes est connue, à une seule exception près. Pour les trois années étudiées, la répartition des 97 successions féminines est la suivante : Veuves : 60; femmes mariées : 25; femmes célibataires : 11; sans indication : 1; soit pratiquement un quart de femmes mariées.

Il est donc net après ce premier examen que l'Étude en cause était amenée à régler un pourcentage plus grand de successions masculines que de féminines, que parmi les successions réglées celles avec testaments étaient bien plus nombreuses pour les hommes que pour les femmes et que parmi les successions féminines le pourcentage des femmes mariées était assez faible. Nous confronterons plus loin ces résultats avec ceux fournis par l'examen des testaments eux-mêmes.

Les 59 testaments qui ont pu être étudiés se répartissent comme suit :

- Hommes : 40, soit 35 mariés, 3 veufs, 2 célibataires.
- Femmes : 19, soit 7 mariées, 9 veuves, 3 célibataires (3).

Les 35 testaments d'hommes mariés (4) répondent aux caractéristiques principales ci-après :

Leur date de rédaction est généralement très antérieure au décès : la durée moyenne avant le décès est de 14 ans et 3 mois; la durée médiane est de 10 ans; l'écart interquartile révèle une dispersion assez grande (15 ans, soit de 5 à 20 ans avant le décès).

Sur les 28 d'entre eux pour lesquels nous avons des renseignements, 13 avaient été remis entre les mains du notaire peu après leur rédaction par le testateur lui-même; les autres l'ont été après le décès, dont 14 par la veuve et 1 par la fille. La confiance faite à la conjointe s'explique facilement, tous les maris ayant institué leur femme légataire universelle (dont une conjointement avec la sœur du testateur); le dépôt effectué par le testateur entre les mains du notaire est d'ailleurs le plus souvent pour conforter encore le legs à l'épouse, en la prémunissant contre les risques de subtilisation par un tiers ou de perte. Les testaments maritaux prévoient

1. Ce caractère est d'autant plus net que la surmortalité masculine dans l'enfance et l'adolescence fait qu'aux âges adultes où l'on peut être à même, à la fois juridiquement et par la possession d'un certain patrimoine, de prendre des dispositions testamentaires, la proportion des femmes dans la population est supérieure à celle des hommes.

2. L'examen des minutes d'actes elles mêmes permettrait évidemment de lever cette incertitude, comme beaucoup d'ailleurs de celles qui subsistent après ce travail introductif.

3. Notons qu'aucun des testateurs n'était en état de divorce lors de son décès.

4. Dix d'entre eux avaient déjà été mariés précédemment : 6 veufs en 1^{res} noces; 3 divorcés en 1^{res} noces; 1 divorcé en 1^{res} noces et veuf en 2^e noces.

ou non la réduction à la plus forte quotité disponible permise entre époux en cas d'existence d'héritiers réservataires qui, de toute façon, est de droit. Dans 6 cas les legs universels étaient faits sous la charge de divers legs particuliers. Deux des testateurs désignaient des exécuteurs testamentaires. Trois prenaient des dispositions pour que dans le partage de l'actif la veuve puisse conserver la maison du domicile des époux. Deux seulement prenaient des dispositions quant à leurs obsèques et au lieu de leur sépulture. Un faisait une déclaration d'affection pour sa femme et de regrets pour les peines à elle causées et un des souhaits de remariage à condition que celui-ci lui permette de continuer à s'occuper des enfants.

Les testaments des 5 hommes non mariés présentaient les caractéristiques suivantes : Durée moyenne entre l'établissement du testament et le décès : 3 ans et 4 mois, soit beaucoup moins que pour les hommes mariés. Tous faisaient des legs universels : les 2 célibataires, l'un à sa mère, l'autre à un homme (parenté ou non inconnue); les 3 veufs, l'un à sa bonne, le 2^e à une femme non mariée (en prévoyant un legs universel à sa nièce en cas de prédécès de la légataire), le 3^e à ses neveux et nièces, sous la charge d'un legs particulier important.

Les 7 testaments des femmes mariées ont été établis en moyenne 12 ans avant le décès ⁽¹⁾. Quatre ont été remis au notaire par l'époux survivant (dont un déposé longtemps avant le décès de son épouse), un lui avait été déposé par la testatrice; le renseignement n'est pas donné pour les deux autres. Cinq des épouses décédées étaient mariées en uniques noces; deux étaient veuves en premières noces. Ces dernières ont institué comme légataires universelles, l'une des femmes mariées conjointement (parenté éventuelle inconnue), l'autre sa sœur. Les 5 femmes mariées en uniques noces ont institué leur mari légataire universel (l'une d'entre elles stipulait des dispositions sur l'organisation de la subrogée-tutelle des 3 enfants en cas de minorité de ceux-ci lors du décès; une autre faisait connaître ses désirs sur le sort de ses biens après le décès de son mari).

Pour les 9 femmes ayant été mariées (toutes veuves, dont une 3 fois), les testaments ont été établis en moyenne dix ans avant le décès. Cinq testaments ont été remis par les légataires; 3 avaient été confiés au notaire par la testatrice; aucune indication n'est fournie pour le dernier. Trois testaments contiennent des dispositions pour modifier, plus ou moins, les quotités de la répartition légale de la succession entre les enfants. Les 6 autres stipulent des legs universels (dont 2 à des sœurs et 1 au fils du mari prédécédé; aucune indication de parenté ou non-parenté n'est donnée pour les 3 autres légataires universels); un des legs universels est fait sous la charge d'un legs particulier. L'une des testatrices charge quelqu'un de s'occuper de ses obsèques. Une autre prend des dispositions sur le lieu de son inhumation et prévoit une somme pour dire des messes en faveur tant de son mari et de son fils prédécédés que d'elle-même.

Les 3 testatrices célibataires ont établi leur testament respectivement 36,4 et 2 ans avant leur décès. Toutes trois ont fait des legs universels (une à ses neveux sous réserve de l'usufruit de son frère, une autre à son neveu à charge par lui d'un legs particulier à sa propre femme, la dernière à des personnes dont la parenté éventuelle n'est pas indiquée et, en cas de prédécès, à la sœur de la testatrice). L'une d'entre elles exprime ses volontés sur le lieu de sa sépulture; le testament de celle-ci est suivi de 5 codicilles ou testaments complémentaires, apportant quelques modifications aux dispositions principales, établissant de nouveaux legs particuliers, et demandant aux légataires une semaine de messes et l'entretien des tombes de la famille (notons à cet égard la stabilité des dernières volontés : à la seule exception d'un homme marié ayant apporté des modifications secondaires à son testament, 2 ans après le

1. Compte tenu de la faiblesse de l'échantillon, cela ne permet évidemment que de fixer un ordre de grandeur, *grosso modo* se rapprochant de celui des testaments d'hommes mariés.

premier et 11 ans avant son décès, l'exemple de cette femme est le seul dans l'échantillon étudié de testament modifié).

Les résultats ci-dessus permettent de conclure qu'à l'époque et dans l'office étudiés :

La majorité des successions se règlent par le jeu des dispositions légales, sans donc que maintes personnes (même parmi celles ayant des biens, puisqu'il y aura lieu à règlement notarié de leur succession) se préoccupent de les modifier ou d'y ajouter par des dispositions testamentaires ⁽¹⁾. Ce fait est encore nettement plus marqué pour les femmes que pour les hommes, comme le montre bien tant la comparaison des actes d'ouverture de succession et des testaments que l'étude des testaments eux-mêmes. Comment interpréter ce phénomène : moindre richesse économique des femmes, qui rendrait plus souvent inutile l'établissement de testaments pour des biens par trop faibles ⁽²⁾? Plus grande fréquence du partage manuel effectué avant le décès entre les enfants rendant un testament inutile? Volonté de puissance moins forte ou soumission plus grande au destin, ne rendant pas si impérieux le besoin d'étendre l'influence de sa volonté aux événements post-mortem que chez les hommes? Absence de motivation plus fréquente lorsqu'on n'a pas de conjoint à favoriser, en rapport avec le grand nombre des femmes veuves? Plus grande soumission à la loi (dévolution légale considérée comme meilleure que celle qui pourrait être instituée par un testateur se considérant comme ignorant en la matière)? De plus amples études permettraient sans doute de lever en grande partie ces incertitudes ⁽³⁾.

La plupart des conjoints, sous réserve de quelques dispositions complémentaires, lèguent au survivant d'entre eux tout ce dont la loi leur permet de disposer ⁽⁴⁾, et ceci dès longtemps avant leur décès.

Beaucoup de testateurs font confiance à leur notaire, en lui demandant la formule la mieux appropriée à leur intention (l'intervention du notaire comme fournisseur de la formulation matérielle employée est souvent très nette à la lecture du testament) et en laissant celui-ci dépositaire de leurs dernières volontés.

Confiance générale des conjoints l'un envers l'autre (tant comme souvent dépositaire du testament que par l'absence de précautions prises à son égard post mortem, notamment quant aux rapports moraux et matériels du conjoint survivant avec les enfants; rare constitution d'exécuteurs testamentaires).

Importance conservée par la famille du sang pour les personnes n'étant pas ou plus mariées (legs universels fréquents aux frères, sœurs et neveux).

Pas d'exhérédation explicite, donc de rancune *post mortem* tangible.

Très peu de considérations extérieures à la dévolution des biens (regrets des peines faites au conjoint : 1 cas; souhait de son remariage : 1 cas).

1. Il n'était pas d'usage dans l'office étudié à cette époque d'établir des actes de donation entre époux. Ces actes sont, dans leur finalité, équivalents aux testaments par lesquels legs universel est fait au conjoint. Pour des études comparatives à faire avec des offices notariaux dans lesquels sont dressés habituellement des actes de donations entre époux, il faudra évidemment tenir compte, outre des testaments, de ces donations.

2. Cette explication, qui contient certainement une part de vérité, n'apparaît cependant pas suffisante, notamment à raison de la survivance d'un grand nombre de veuves ayant hérité de tout ou partie du patrimoine du mari prédécédé ou de la communauté dissoute.

3. Nous pensons notamment à l'étude de contenu des déclarations de succession après décès (accessibles non seulement dans les archives administratives mais, en copies, dans les dossiers des notaires qui, très souvent, les rédigent pour les successions qu'ils règlent sur le plan juridique) permettant les comparaisons des actifs laissés par les défunts hommes et femmes ayant fait des testaments ou intestats, ainsi qu'à l'examen des professions des défunts (possible généralement même dans les répertoires notariaux, et naturellement dans les actes dévolutifs, comme aussi dans les déclarations de succession).

4. Rappelons que dans nos études précitées, menées dans un Office à clientèle beaucoup mieux répartie entre milieux sociaux divers et en ce sens plus représentative de la population globale de l'agglomération parisienne que celle faisant l'objet du présent travail, nous obtenions un résultat identique.

Peu d'intérêt pour le sort des biens légués après le décès du bénéficiaire direct du legs.

Peu d'importance attribuée au sort de la dépouille mortelle, surtout chez les hommes (2 cas sur 40 chez les hommes; 3 cas sur 19 chez les femmes) et importance moindre encore attribuée à l'âme et à son sort dans l'au-delà (2 cas seulement, chez des femmes, de demande de messes); mais peut-être, là aussi, y a-t-il une marque de confiance envers le conjoint survivant et les héritiers, dont on pense qu'ils veilleront sans qu'il y ait besoin de le stipuler dans un acte à des obsèques conformes aux intentions bien connues du défunt et, selon la foi des familles, à des messes en sa faveur, qui réduirait l'importance de cette constatation.

PÉRIODE 1862-1864 (1)

Nous avons relevé du 1^{er} janvier 1862 au 31 décembre 1864, pour 108 ouvertures de successions, 41 testaments, soit environ 39 %. Ces 108 ouvertures de succession, outre celles de 2 couples réglées simultanément, se répartissaient à raison de 58 successions d'hommes et 48 de femmes (soit, pour les 106 successions restant en cause, 54,72 % de successions masculines et 45,28 % de féminines). Deux seulement des testaments figurant au répertoire n'ont pas été retrouvés classés à leur date dans les minutes de l'office. Nous avons donc examiné 39 testaments, dont 23 testaments d'hommes et 16 de femmes (soit respectivement 59 % et 41 %).

Ainsi que cent ans après dans le même office, la majorité des successions se réglaient donc sans dévolution testamentaire (même en tenant compte des donations entre époux dont il sera question à la note de la page 247, et qu'il en était ainsi plus nettement encore pour les femmes que pour les hommes.

Comme pour l'étude précédente, la situation matrimoniale des hommes décédés n'a pu être relevée dans le répertoire des actes d'ouverture de succession; par contre, sous deux seules exceptions, celle des femmes est connue. Pour les 3 années en cause, la répartition des 48 successions féminines est la suivante : Femmes mariées : 18; veuves : 17; femmes célibataires : 11; sans indication : 2; soit 37,50 % de femmes mariées.

Les 40 testaments étudiés se répartissent comme suit :

— Hommes : 23, soit 14 mariés et 9 non mariés (la qualité de veuf ou célibataire n'est généralement pas précisée).

— Femmes : 16, soit 4 célibataires, 5 mariées et 7 veuves.

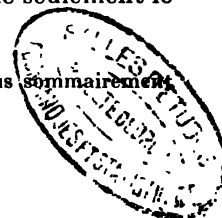
Les 14 testaments d'hommes mariés répondent aux caractéristiques principales ci-après :

Leur date de rédaction est beaucoup moins éloignée du décès qu'il en sera un siècle plus tard : la durée moyenne avant le décès est de 5 ans; la durée médiane est de 4 ans et demi.

Trois d'entre eux étaient entre les mains du notaire dès leur rédaction (2 testaments authentiques, et un testament olographe confié au notaire). Les 11 autres ont été remis au notaire par la famille après le décès, dont 6 par la veuve.

Onze maris lèguent à leur conjointe le maximum de ce dont la loi leur permet de disposer; deux lui lèguent l'usufruit de ce dont ils peuvent disposer, un lui lègue seulement le

1. En raison du caractère surtout introductif du présent travail, nous traiterons plus sommairement cette période que celle de 1962-1964, les méthodes à employer étant les mêmes.



meuble et une rente (1). Sur les 11 maris qui instituent leur femme légataire universelle, 6 ne stipulent rien d'autre (2), un (par un testament authentique) récuse une prétendue dette envers son gendre, un introduit une restriction pour le cas de remariage de la veuve (décidant que les enfants reprendraient alors leurs droits et qu'un partage entre la veuve et les enfants devrait intervenir un mois avant le remariage; deux sont imprégnés du sens de la famille et de la religion (3); le 11^e est un cas particulier (il s'agit d'un testament *in articulo mortis*, précédé le même jour d'un contrat de mariage contenant donation suivi d'un mariage in extremis). Les deux maris léguant l'usufruit de la quotité disponible ont aussi un esprit religieux et familial : L'un commence par le signe de la croix, se recommande à Dieu, lègue la quote-part disponible de sa succession à 2 de ses enfants, fait des legs particuliers à des parents et domestiques et des legs aux pauvres; l'autre, appartenant à une famille noble, déclare avant de tester avoir pris conseil de Dieu seul et avoir reçu les sacrements, fait des déclarations de christianisme et de regret de ses fautes, lègue le maximum restant disponible (y compris le château) au fils aîné, en lui exposant comment il s'agit pour lui d'une charge visant à assurer l'avenir de la lignée), fait des legs particuliers à des domestiques et familiers et des legs de souvenirs à des parents et amis (4).

La durée écoulée entre l'établissement des testaments des hommes non mariés et leur décès est encore plus courte que pour les hommes mariés; elle est en moyenne de 3 ans et 4 mois. Six de ces 9 testateurs, sans enfants, font des legs universels : l'un à son frère, le 2^e à sa mère pour l'usufruit et à sa sœur pour la nue-propriété, le 3^e à son cousin et à la femme de celui-ci, le 4^e à son neveu; aucune disposition autre n'y figure, sauf pour l'un d'entre eux, qui dispose en ce qui concerne sa sépulture; le 5^e institue ses frères et sœurs légataires universels sous réserve de l'usufruit de sa mère, nomme un exécuteur testamentaire et fait un legs important à une artiste dramatique; le 6^e (un ecclésiastique) institue le Supérieur d'un séminaire comme légataire universel (et fait une invocation à Dieu). Quant aux trois testateurs non mariés n'ayant pas institué de légataire universel, il s'agit (en laissant de côté l'un d'entre eux qui, par acte authentique, avait outre divers legs, notamment aux pauvres de diverses communes, créé des fondations pour aider des fils de gendarmes à devenir officiers, et a révoqué ce testament quelques années plus tard sans raison connue), d'une part d'un veuf ayant des enfants instituant son beau-frère tuteur de ceux-ci, lui léguant sa bibliothèque en souvenir, et espérant pour lui une récompense de Dieu pour la charge qu'il prendra, d'autre part d'un idéaliste (5) qui, après avoir confirmé la donation antérieure du mobilier de son domicile à une amie et rappelé la part légale de son fils (3/8 de la succession), lègue le surplus à un ami à charge de remettre à une société de pensée le maximum de ce qu'elle pourra recevoir (6 000 F), nomme un exécuteur testamentaire et fixe les moyens de son remplacement

1. Il s'agit ici du cas particulier d'une femme épousée peu après l'établissement du testament, non modifié depuis. Le surplus de la succession est attribué au frère du défunt et il est stipulé qu'après les décès des deux bénéficiaires le tout devra aller à un hospice désigné.

2. La femme d'un des testateurs étant décédée avant lui, il a fait ensuite un testament instituant sa gouvernante légataire universelle, sauf dispositions destinées à assurer la sécurité de sa belle mère résidant avec eux; celle-ci décédée, dans un troisième testament, où le testateur déclare ne plus avoir aucun parent connu, il confirme le legs universel à sa gouvernante.

3. Le premier commence par le signe de la croix, donne des instructions pour l'éducation religieuse des enfants et déclare vouloir qu'ils soient émancipés par le seul fait de son décès; le deuxième recommande son âme à Dieu, demande des messes pour lui, ses parents et autres êtres chers, lègue pour prendre effet après le décès du survivant des époux une somme à un Hôtel Dieu désigné et déclare vouloir qu'après ledit décès deux neveux deviennent héritiers.

4. Sa femme étant décédée avant lui, il a fait ultérieurement un codicille à ce testament, le complétant par des legs à des domestiques ayant servi sa femme, prenant des dispositions pour l'éducation de sa fille et émettant des désirs pour un mariage de celle-ci digne de leur lignée.

5. Il s'agit de Barthélemy Prosper ENFANTIN, le célèbre Saint Simonien.

éventuel, prend des dispositions pour ses obsèques et fait des déclarations de foi en Dieu, en la vie future et en le progrès.

Les 5 testaments de femmes mariées ont été établis 3 ans et 9 mois en moyenne avant le décès. Deux ont été remis au notaire par le mari survivant, un a été remis par un Conseil juridique, un trouvé au domicile et un remis par le mari de la légataire universelle. Quatre instituaient leur mari légataire universel ou lui léguaient le maximum de la quotité disponible (une seule d'entre celles-ci stipulait en dehors du legs universel des legs particuliers à faire au décès de son mari, prenait des dispositions en faveur des pauvres et des bonnes œuvres et prévoyait des messes pour elle et sa famille); la 5^e instituait une femme mariée (sans indication de parenté) comme légataire universelle, à charge d'une rente viagère et d'un legs de mobilier à son oncle, de souvenirs à parents et amis, et désignait un exécuteur testamentaire. Sur les 4 testatrices célibataires (dont les testaments ont été établis en moyenne 5 ans et 7 mois avant le décès), 3 instituent des membres de leur famille comme légataires universelles, la 4^e institue une femme sans indication de parenté, à charge pour celle-ci d'un legs important à un filleul et de 2 autres petits legs particuliers (elle demande également des prières). Les testaments des 7 veuves ont été établis en moyenne 9 ans et 4 mois avant le décès. Les deux d'entre elles n'ayant pas d'enfants font, l'une un legs universel à sa femme de chambre (à charge d'un legs particulier à son frère et d'un souvenir à un tiers) et désigne un exécuteur testamentaire, l'autre un legs universel à un ami (à charge de 16 legs particuliers à des amis et serviteurs ainsi qu'aux pauvres, de legs de tableaux à un musée, de livres à une bibliothèque et d'une rente à une école de beaux-arts), désigne un exécuteur testamentaire et régleme ses obsèques et sa sépulture. Sur les 5 ayant des enfants, 3 ne changent rien à la dévolution légale, mais prennent des dispositions à titre particulier (l'une prend des dispositions matérielles pour assurer l'éducation et l'avenir de ses enfants, et fait divers legs de bijoux et souvenirs afin, dit-elle, qu'on l'aime encore quand elle ne sera plus; une deuxième fait des legs particuliers à des parents, amis, domestiques et aux pauvres, et remercie ses enfants de leur affection; la 3^e fait aussi des legs à des parents, familiers et domestiques, à des bonnes œuvres, au bureau de bienfaisance, au curé pour les pauvres, demande des messes aux bénéficiaires pour son âme, et recommande celle-ci et les siens à Dieu), deux répartissent la quotité disponible différemment de ce qu'aurait été la dévolution légale entre leurs enfants en raison des différences entre les situations de ceux-ci (l'une d'elles insiste pour une bonne harmonie entre eux, fait des legs particuliers à des membres de la famille et des domestiques, et invoque la Sainte-Trinité; l'autre, veuve deux fois, désigne un fils comme exécuteur testamentaire, fait des legs particuliers à des domestiques; elle se livre à une déclaration d'affection envers les enfants de son deuxième mari et prend des dispositions pour leur éducation; elle règle ses obsèques et demande à rester 4 jours avant sa mise en bière).

Ainsi, comme un siècle plus tard, les conjoints, hommes comme femmes, disposaient le plus souvent en faveur du survivant d'entre eux (1). Par contre les legs particuliers étaient,

1. La ressemblance entre les deux périodes étudiées est à cet égard plus importante encore qu'il n'apparaît. En effet il a été établi 16 donations entre époux en 1862-1864, soit 32 actes de disposition à cause de mort en faveur du conjoint, ne contenant pas d'autres stipulations, et s'ajoutant aux dispositions testamentaires en faveur des conjoints; faites en général beaucoup plus tôt avant le décès que les testaments, elles mériteraient une étude spéciale; elles ne peuvent certes être examinées ici puisqu'elles correspondent à des successions qui s'ouvriront généralement des années plus tard, mais on peut estimer que les donations faites antérieurement et correspondant aux décès de la période considérée sont en nombre proportionnellement équivalent; il serait possible de les retrouver sans difficulté, car elles sont mentionnées généralement dans les actes de notoriété et intitulés d'inventaire. Il n'était plus d'usage de faire des donations entre époux dans le même office, étudié en 1962-1964, où elles étaient remplacées par des testaments, mais il sera possible de choisir pour d'autres travaux des offices où la comparaison se révélera plus facile. Une étude exhaustive devrait également tenir compte,

chez les hommes comme chez les femmes (huit cas chez les uns comme chez les autres), beaucoup plus fréquents qu'au xx^e siècle, de même que le besoin d'avoir quelqu'un qui surveillera l'exécution des dispositions prises (exécuteur testamentaire), l'expression de préoccupations religieuses (sept fois chez les hommes, 4 fois chez les femmes) et de souhaits ou d'inquiétudes pour les enfants (cinq fois chez les hommes, 4 fois chez les femmes), les dispositions en faveur des pauvres (4 fois chez les hommes, même chiffre chez les femmes); le souci du sort de ses biens après le décès du survivant des époux ou des gratifiés existe (2 cas chez les hommes, un cas chez les femmes) comme les dispositions en vue des obsèques et de la sépulture (2 cas chez les hommes comme chez les femmes); on trouve des legs universels à des œuvres (2 hommes); le problème d'une certaine forme de survie séparée des espérances proprement religieuses n'est pas absent (désir exprimé par une femme de continuer à être aimée après sa mort en distribuant des souvenirs et des legs particuliers à cet fin; demande faite par une autre de n'être mise en bière que 4 jours après son décès); en bref, il se manifestait une inquiétude pour soi et pour les siens quant à l'après-mort bien plus grande qu'aujourd'hui.

CONCLUSION PROVISOIRE

Des échantillons plus importants et prélevés sur plusieurs offices, outre qu'ils apporteraient une solidité plus grande aux données ci-dessus fournies, permettraient de regrouper celles-ci en tableaux catégoriels plus parlants que ne le sont les chiffres ci-dessus donnés dans le texte. Ceux-ci paraissent pourtant bien montrer à la fois de grandes ressemblances (importance considérable des gratifications entre époux et du rôle de la famille) et des différences certaines (plus grand rôle sous le 2^e Empire des préoccupations religieuses et charitables, par exemple), qui font du milieu du xix^e siècle une période de transition entre les habitudes testamentaires de l'Ancien Régime et les pratiques modernes; une étude statistique sérielle sur plusieurs siècles, très possible, permettrait de mesurer cette évolution.

L'examen qui précède, de deux échantillons faibles et incomplètement analysés, s'il ne peut certes répondre aux règles d'une étude statistique inattaquable, nous paraît tout au moins pouvoir montrer l'intérêt que présenterait un examen vaste et systématique des actes de dévolution testamentaire pour la connaissance d'un aspect de l'attitude de l'être humain devant la mort, devant le sort futur du conjoint ⁽²⁾, quant à sa famille du sang, quant à la nature des biens légués eu égard au sexe et à la situation familiale et sociale des testateurs et des gratifiés (legs de sommes, de locaux, de bijoux, de livres ou de souvenirs, par exemple?), et en général pour l'étude des mentalités, selon sexes et âges ⁽¹⁾ notamment, dans les divers milieux socio-économiques; le développement de ces recherches ne manquerait certainement pas d'ailleurs de dégager de nouveaux points de vue qu'elles permettraient d'éclairer. C'est cet aspect incitateur, plus encore que les résultats qu'elle apporte, qui nous a amené à penser qu'il n'était peut-être pas inutile de soumettre l'étude qui précède aux lecteurs de ce Journal.

Jean-Paul POISSON

bien qu'ils soient très peu nombreux dans l'office examiné, des actes tels que donations entre vifs (autres qu'entre époux), constitutions de rentes viagères, renonciations in favorem, et autres pouvant anticiper sur la dévolution testamentaire des biens et parfois la rendre inutile.

1. Citons par exemple l'intérêt que présenterait l'étude, facile, du pourcentage des maris et femmes non légataires de leur conjoint, tant en la présence qu'en l'absence d'enfants, et selon les divers milieux sociaux.

2. Par exemple, études de fréquence et de contenu des testaments selon l'âge du testateur.